

## **RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT ET SYNDICALISME UNIVERSITAIRE: L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN PÉRIL...**

On a entendu la fameuse cloche qui «*pleure les morts appelle les vivants, brise la foudre*». Les Barbares campent dans la Cité. Et s'ils n'ont pas encore surpris la vigilance des derniers défenseurs du Temple et de la Citadelle, c'est qu'en gravissant le Mont Capitolin, ils ont réveillé les... «*oies sacrées*».

Le combat d'arrière-garde pour la défense de l'Enseignement secondaire groupe dans les tranchées, des résistants que n'animent aucune pensée commune, qui ne parlent pas le même langage, mais les tirs convergent vers le même but.

Des conservateurs traditionalistes organisent l'insurrection. La société des agrégés - qui s'apparente à la vieille *Académie* ou à l'*Université médicale* proscrivant les humanistes et les hérétiques - a lancé le mot d'ordre: *Constitution du Comité de Défense de l'Enseignement Secondaire*.

Des amis qui souffrent comme nous de cette automation généralisée, fabriquant des robots pour l'industrie et des partisans et des docteurs pour la politique, voient dans les réformes structurelles de l'Enseignement un moyen de réduire encore dans la formation de la jeunesse, la part de la culture désintéressée et de l'esprit de libre examen.

Enfin, des révolutionnaires «*conséquents*» animés par une opposition systématique et intransigeante au régime et au gouvernement, condamnent par principe toute réforme et par un paradoxe déconcertant rejoignent les défenseurs de la vieille bâtisse qu'ils veulent détruire et que tout «*aménagement*», d'après eux, maintiendrait sur ses fondations.

De quoi s'agit-il? Les enfants et les adolescents ne seront soumis légalement à l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans qu'en 1967. Mais déjà, dans les grandes villes - et particulièrement dans la Région parisienne - le fait - comme toujours - a précédé la consécration légale. La grande majorité des élèves attendent, au moins jusqu'à 16 ans, l'entrée dans la population active et salariée. Les effectifs scolaires ont monté de 1.300.000 en 1949 à 5.500.000 en 1951, à 6.500.000 en 1960. Les gouvernants et les législateurs ont attendu pour sentir l'urgence d'une politique de constructions scolaires que la foule des petits encombre les couloirs et les rues.

Mais parallèlement à cette montée générale, la clientèle des établissements du *Deuxième degré* connaît un accroissement plus régulier et plus significatif. Depuis l'institution du lycée gratuit, les effectifs des lycées et collèges publics montèrent de 243.000 en 1925 à 496.000 en 1955 (les établissements secondaires privés de 103.000 à 373.000 élèves). Mouvement qui s'est encore accéléré et notablement alourdi depuis 1955.

Tandis que les anciennes écoles primaires supérieures se transformaient en collèges modernes, puis en lycées, les cours complémentaires - d'abord simple prolongement des classes primaires - devenus depuis un an: collèges d'enseignement général, bénéficient d'un accroissement de clientèle relativement beaucoup plus lourd que celui des effectifs secondaires.

Depuis longtemps, on tentait de réaliser «*La démocratisation de l'Enseignement*». Mais l'*École unique*, même d'étude pour les réformateurs de l'Enseignement les plus qualifiés - slogan de propagande électorale pour les politiciens de gauche ne se conçoit que par une parfaite égalisation des classes à la base. Il

faut donc un enseignement élémentaire commun, et une orientation s'étendant sur tout un cycle scolaire (4 années dans le projet de la C.G.T. en 1933 et les conclusions de la commission Langevin-Vallon de 1945), maintenant des disciplines communes en des locaux communs et rejetant en fin du cycle - soit à l'âge de 14 ans au minimum - les sélections, différenciations et options.

Voilà le principe du fameux «*tronc commun*», qui s'oppose évidemment à la pratique de l'orientation définitive, à 11 ans des enfants sélectionnés pour constituer l'élite: ceux qui entreront au lycée, pour apprendre le latin et le grec et atteindre le sommet des mathématiques supérieures et de la sagesse éternelle.

Or, c'est contre cette idée que depuis longtemps, et avec plus de virulence depuis que l'on a tenté l'application, se dressent tous les représentants du secondaire (à l'exception d'une petite minorité qui semble s'amenuiser chaque année). Le syndicat de l'enseignement secondaire, au sens de la *Fédération autonome*, n'a pas cessé de réclamer la suppression ou - à titre transactionnel - la limitation du tronc commun, du cycle d'orientation, à 1 an puis à 3 mois. Par une ironique contradiction, il s'affirme en principe, partisan du projet Langevin. Ce n'est pas demander le plus pour avoir le moins - c'est au nom du... «*plus*», rétrécir de plus en plus le «*moins*».

Pour des raisons pratiques et matérielles, beaucoup plus que théoriques, on a décidé qu'à partir de septembre 1962, pour l'*Enseignement moderne et technique*, on unifierait tous les programmes des lycées et collèges et que la sélection vers l'enseignement long et la préparation du baccalauréat se fixerait au niveau de la 3<sup>ème</sup>, c'est-à-dire à l'âge de 14 ou 15 ans. On veut même verser dans les collèges d'enseignement général, le «*trop plein*» des 6<sup>ème</sup> modernes des lycées.

«*Mais isoler les élèves du classique, c'est une mesure anti-démocratique et donc déplorable, a-t-on dit au syndicat de l'Enseignement secondaire*». Très juste. Seulement, il est encore plus anti-démocratique et plus déplorable d'isoler - dès l'âge de onze ans - tous les élèves destinés à l'enseignement long.

Ce n'est pas un débat technique sur la réforme de l'Enseignement que nous voulons engager ici. Mais nous ne sommes pas animés ni par l'esprit de corps, ni par notre attachement au syndicalisme des instituteurs. Les professeurs des collèges d'enseignement général ont tendance à oublier leur origine primaire et leur particularisme a abouti à la constitution d'un syndicat de catégorie, condamnable en son principe. Si le syndicalisme des instituteurs reste historiquement à la base du syndicalisme universitaire, il ne le contient pas tout entier.

Nous n'accordons pas aux maîtres primaires toutes les vertus pédagogiques, laïques et sociales. Nous comptons parmi les professeurs de lycées, des amis qui individuellement se sont révélés des militants hardis et courageux.

Que l'on veuille bien ne pas nous attribuer gratuitement la vanité du demi-savant, au «*manœuvre spécialisé*» (sic!), de l'Université, qui méprise les techniciens. Nous souffrons encore de l'insuffisance de notre formation intellectuelle

Ce que nous n'admettons pas a priori, c'est la supériorité du secondaire, quant au développement de la culture désintéressés et de l'esprit de libre examen. Les secondaires, n'y ont pas le monopole non plus. Et si - selon le mot de Jaurès - «*on n'enseigne pas ce que l'on veut, pas même ce que l'on sait, mais seulement ce que l'on est*»..., il faudrait justifier la supériorité de ce que l'on enseigne par la supériorité de ce que l'on est.

Et il faudrait généraliser, afin de ne pas fonder un jugement de valeur sur des cas exceptionnels. Comparer l'évolution depuis 1905 de la majorité des instituteurs et de la majorité des professeurs. Apprécier au sein des deux groupes les succès respectifs des théories les plus offensantes pour l'esprit humain, du jésuitisme noir au monarchisme maurassien, puis au fascisme, enfin au totalitarisme soviétique.

Il est vrai que la culture ne se mesure ni à l'acquisition de connaissances, ni à la sûreté des automatismes - qu'elle est ce qui reste, «*quand on a tout oublié*»..., c'est-à-dire la curiosité intellectuelle - perpétuellement insatisfaite, l'inquiétude solitaire, la volonté d'agir pour comprendre, d'agir lorsqu'on a compris et parce que l'on a compris. Et la véritable solution ne s'opère pas selon des normes arbitraires, des observations localisées dans le temps où rien n'est encore formé, des critères archaïques, des privilèges sociaux.

Durkheim observait judicieusement que si l'on ne peut contester l'éternel rayonnement du miracle que,

on ne peut apparenter l'humanisme gréco-latin à l'opposition au despotisme. Car la culture classique compte toujours comme partisans intransigeants, les plus zélés défenseurs du sabre et du goupillon.

Ce qui est le plus navrant en cette affaire, c'est la prise de position de nos camarades de l'*École Emancipée*, qui ont souvent soutenu les plus saines traditions du syndicalisme révolutionnaire.

C'est au nom de la *Révolution* qu'ils cautionnent la résistance du «*mandarinat*» secondaire. Sans doute, aurait-on accepté leur intransigeance, s'ils avaient rejeté le principe d'une «*démocratisation de l'enseignement*» aboutissant à décapiter la classe ouvrière, en favorisant l'évasion de ses meilleurs éléments. Mais alors, il faudrait se désintéresser totalement de l'enseignement long réservé à l'aristocratie bourgeoise.

On ne pense pas cela. On ne dit pas cela. On proclame qu'il faut d'abord abattre le régime et le gouvernement. D'autres moins révolutionnaires et aussi politiques préparent fiévreusement des élections salutaires.

Ici, l'héroïsme révolutionnaire potentiel s'accorde fort bien avec un opportunisme un peu démagogique. En attendant qu'une révolution momentanée ou qu'une majorité parlementaire liquide les vainqueurs du 13 mai 1958 conservons des institutions établies depuis des siècles... Si l'on ne connaissait la sincérité de nos camarades, on craindrait de retrouver le mandarin sous le révolutionnaire... ou même d'entrevoir sous le révolutionnaire d'aujourd'hui, le mandarin, le technocrate ou le chef de demain.

**Roger HAGNAUER.**

-----